

AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION DES ACTIONNAIRES EN ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

méditel

Les actionnaires de MEDI TELECOM, Société Anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 2.752.295.200 dirhams, ayant son siège social sis à Casablanca, Lotissement la Colline, Immeuble les Quatre Temps, Sidi Maârouf, immatriculée au Registre du Commerce de Casablanca sous le numéro 97815, sont convoqués le 24 juin 2015 à 8 heures au siège de BMCE Bank sis Avenue Hassan II, Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire annuelle à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014;
- Affectation du résultat;
- Approbation des conventions visées aux articles 56 et suivants de la loi relative aux sociétés anonymes;
- Ratification de la cooptation d'Administrateurs;
- Mandats des Commissaires aux Comptes;
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Les actionnaires peuvent assister à cette assemblée sur simple justification de leur identité, à la condition d'être inscrits sur les registres sociaux au moins cinq jours avant la date de l'assemblée.

Conformément aux dispositions des articles 131 et 131 bis de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05, chaque actionnaire, dans l'impossibilité d'assister à cette assemblée, peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint, par un ascendant ou descendant ainsi que par toute personne morale ayant pour objet social la gestion de portefeuille de valeurs mobilières ou de voter par correspondance. Les actionnaires désirant faire usage de cette faculté, devront solliciter un modèle de pouvoirs ou de vote par correspondance au siège social de MEDI TELECOM au plus tard dix jours avant la date de la réunion.

Toute demande d'inscription de projet de résolutions à l'ordre du jour doit être adressée au siège social de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis et ce, conformément à l'article 121 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05.

Les documents dont les articles 140 et 141 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05 prescrit la communication aux actionnaires ont été déposés au siège social de la société à compter de ce jour.

Les actionnaires trouveront ci-dessous les résolutions proposées à cette Assemblée.

RÉSOLUTIONS À SOUMETTRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise :

- du rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014, et les explications complémentaires fournies verbalement;

approuve les états de synthèse dudit exercice et les opérations traduites par ces états de synthèse ou résumées dans ces rapports. Ces états de synthèse font apparaître une perte de 159.994.269,42 dirhams (cent cinquante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent soixante-neuf dirhams et quarante-deux centimes).

L'Assemblée Générale décide, en conséquence, de donner quitus aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes, pour l'exécution de leurs mandats au titre de l'exercice 2014.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 159.994.269,42 dirhams (cent cinquante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent soixante-neuf dirhams et quarante-deux centimes) en totalité en report à nouveau.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant de l'article 56 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, approuve l'ensemble des opérations et conventions visées dans ce rapport.

QUATRIEME RESOLUTION:

L'Assemblée Générale, statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires ratifie la cooptation en qualité d'Administrateurs, pour la durée restante de leurs prédécesseurs, de Messieurs Ramon Fernandez, Abdellatif Zaghoun et Michel Monzani, les dites cooptations étant intervenues respectivement à l'issue des Conseils d'Administration du 10 octobre 2014 et 6 mars 2015.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constatant que les mandats des Commissaires aux Comptes, Messieurs Bachir Tazi du Cabinet Ernst & Young et Ahmed Benabdelkhalek du Cabinet Deloitte Audit, viennent à expiration ce jour, renouvelle leur mandats pour une durée de 3 années, qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir au cours de l'année 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir les formalités prévues par la loi.

BILAN (Actif)	Exercice au 31/12/2014			Exercice précédent au 31/12/2013
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Actif (En milliers MAD)				
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS (A)	209 476	191 090	18 386	26 834
Frais Préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	209 476	191 090	18 386	26 834
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	11 287 943	6 458 954	4 828 989	5 020 155
Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-
Brevets, Marques, Droits, et valeurs similaires	10 202 857	5 826 532	4 376 325	4 591 326
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	1 085 086	632 422	452 664	428 830
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	13 556 735	9 986 195	3 570 540	3 954 050
Terrains	7 733	-	7 733	7 733
Constructions	52 535	20 279	32 256	34 700
Installations Techniques, Matériel et Outillage	12 049 045	9 150 943	2 898 101	3 309 944
Matériel de Transport	6 021	5 991	29	38
Mobilier, Matériel de Bureau et Aménagements Divers	775 588	536 742	238 845	259 101
Autres immobilisations corporelles	297 698	272 239	25 459	33 108
Immobilisations corporelles en cours	368 117	-	368 117	309 425
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	79 150	32 352	46 798	47 937
Prêts immobilisés	12 357	-	12 357	12 633
Autres créances financières	16 793	-	16 793	15 994
Titres de participation	50 000	32 352	17 648	19 310
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	-	-	-	-
Diminution des créances immobilisées	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
TOTAL I (A+B+C+D+E)	25 133 304	16 668 591	8 464 713	9 048 976
STOCKS (F)	66 284	20 416	45 868	44 683
Marchandises	55 841	11 022	44 819	34 819
Matières et fournitures consommables	10 444	9 395	1 049	9 864
Produits en cours	-	-	-	-
Produits intermédiaires et produits résiduels	-	-	-	-
Produits finis	-	-	-	-
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 547 951	440 463	1 107 488	1 274 487
Fournisseurs Débiteurs, avances et acomptes	78 165	-	78 165	59 260
Clients et comptes rattachés	1 188 723	440 463	748 260	798 057
Personnel - débiteur	4 157	-	4 157	4 085
Etat - débiteur	250 611	-	250 611	308 266
Comptes d'associés-débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	674	-	674	111
Comptes de régularisation-Actif	25 621	-	25 621	104 708
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	556 906	-	556 906	-
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	4 895	-	4 895	1 876
(Eléments circulants)	-	-	-	-
TOTAL II (F+G+H+I)	2 176 036	460 879	1 715 157	1 321 046
TRESORERIE - ACTIF	41 606	-	41 606	147 319
Chèques et valeurs à encaisser	16 506	-	16 506	54 762
Banque, T.G. et C.C.P.	25 040	-	25 040	92 361
Caisse, Régies d'avances et accreditifs	60	-	60	196
TOTAL III	41 606	-	41 606	147 319
TOTAL GENERAL I + II + III	27 350 946	17 129 470	10 221 476	10 517 341

BILAN (Passif)	Exercice au 31/12/2014		Exercice précédent au 31/12/2013
PASSIF (En milliers MAD)			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou personnel (1)	2 752 295	-	2 752 295
Moins : Actionnaires, Capital souscrit non appelé	-	-	-
Capital appelé	-	-	-
dont versé	-	-	-
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-	-
Réserve légale	76 943	-	76 943
Autres réserves	-	-	-
Report à nouveau (2)	-219 132	-	177
Résultat net en instance d'affectation (2)	-	-	-
Résultat net de l'exercice (2)	-159 994	-	-219 310
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	2 450 112	-	2 610 106
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-
DETTES DE FINANCEMENT (C)	4 959 000	-	4 108 000
Emprunts obligataires	2 500 000	-	2 500 000
Autres dettes de financement	2 459 000	-	1 608 000
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	6 021	-	123 112
Provisions pour risques	6 021	-	123 112
Provisions pour charges	-	-	-
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	-	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-	-
TOTAL I (A+B+C+D+E)	7 415 133	-	6 841 218
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	2 596 421	-	3 147 194
Fournisseurs et comptes rattachés	1 733 657	-	2 203 560
Clients créditeurs, avances et acomptes	130 499	-	93 698
Personnel - créateur	49 374	-	83 675
Organismes sociaux	23 275	-	23 978
Etat - créateur	300 619	-	433 114
Comptes d'associés- créateurs	40 738	-	50 642
Autres créanciers	-	-	-
Comptes de régularisation-passif	318 260	-	258 528
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	203 804	-	127 966
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Eléments circulants) (H)	6 119	-	963
TOTAL II (F+G+H)	2 806 344	-	3 276 123
TRESORERIE - PASSIF	-	-	-
Crédits d'escompte	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	400 000
Banques (Soldes Crédeurs)	-	-	-
TOTAL III	-	-	400 000
TOTAL GENERAL I + II + III	10 221 476	-	10 517 341

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes) au 31 décembre 2014				
(En milliers MAD)	Opérations au 31/12/2014		Totaux de l'exercice	Totaux au 31/12/2013
	Propres à l'exercice	Exercices précédents		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION			
	Ventes de marchandises (en l'état)	96 571	96 571	129 988
	Ventes de biens et services produits	5 310 770	5 310 770	4 948 573
	Chiffres d'affaires	5 407 341	5 407 341	5 078 561
	Variation de stocks de produits (+/-)	-	-	-
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-	-
	Subventions d'exploitation	-	-	-
	Autres produits d'exploitation	3 731	3 731	-
	Reprises d'exploitations; Transferts de charge	442 078	442 078	102 828
	TOTAL I	5 853 150	5 853 150	5 181 389
II	CHARGES D'EXPLOITATION			
	Achats revendus de marchandises	331 980	331 980	379 397
	Achats consommés de matières et de fournitures	1 284 657	1 284 657	1 058 119
	Autres charges externes	1 219 355	1 219 355	1 316 182
	Impôts et taxes	70 818	70 818	150 041
	Charges de personnel	490 519	490 519	542 031
	Autres charges d'exploitation	312 159	312 159	-
	Dotations d'exploitation	1 183 803	1 183 803	1 223 782
	TOTAL II	4 893 291	4 893 291	4 669 552
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	959 859	959 859	511 837
IV	PRODUITS FINANCIERS			
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	3 000
	Gains de change	6 613	6 613	12 556
	Intérêts et autres produits financiers	3 140	3 140	5 698
	Reprises financières; transferts de charges	1 876	1 876	5 489
	TOTAL IV	11 629	11 629	26 743
V	CHARGES FINANCIERES			
	Charges d'intérêts	215 266	215 266	225 167
	Pertes de change	11 143	11 143	13 566
	Autres charges financières	21 291	21 291	18 818
	Dotations financières	6 557	6 557	32 566
	TOTAL V	254 256	254 256	290 118
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-242 627	-242 627	-263 374
VII	RESULTAT COURANT (III + VI)	717 232	717 232	248 463
VIII	PRODUITS NON COURANTS			
	Produits des cessions d'immobilisations	804	804	252
	Subventions d'équilibre	-	-	-
	Reprises sur subventions d'investissement	-	-	-
	Autres produits non courants	47 847	47 847	99 346
	Reprises non courantes; transferts de charges	168 911	168 911	27 454
	TOTAL VIII	217 562	217 562	127 052
IX	CHARGES NON COURANTES			
	Valeurs nettes d'amortissement des Immobilisations cédées	84 784	84 784	171
	Subventions accordées	-	-	-
	Autres charges non courantes	288 815	288 815	83 081
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	693 845	693 845	485 620
	TOTAL IX	1 067 445	1 067 445	568 872
X	RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-849 883	-849 883	-441 820
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+/-X)	-132 651	-132 651	-193 356
XII	IMPOTS SUR LE RESULTAT	27 343	27 343	25 953
XIII	RESULTAT NET (XI-XII)	-159 994	-159 994	-219 310
XIV	TOTAL PRODUITS P (I+IV+VIII) P			
			6 082 341	5 335 184
XV	TOTAL CHARGES C (II+V+IX+XII) C			
			6 242 335	5 554 494
XVI	RESULTAT NET (Total P - Total C)			
			-159 994	-219 310

ETAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.) (En milliers MAD)				
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R)				
			Exercice au 31/12/2014	Exercice précédent au 31/12/2013
1		Ventes de marchandises (en l'état)	96 571	129 988
2	-	Achats revendus de marchandises	331 980	379 397
I	=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	-235 410	-249 409
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3+4+5)	5 310 770	4 948 573
3		Ventes de biens et services produits	5 310 770	4 948 573
4		Variation stocks de produits (+ ou -)	-	-
5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6+7)	2 504 012	2 374 301
6		Achats consommés de matières et fournitures	1 284 657	1 058 119
7		Autres charges externes	1 219 355	1 316 182
IV	=	VALEUR AJOUTEE (II-III)	2 571 349	2 324 863
8	+	Subventions d'exploitation	-	-
9	-	Impôts et taxes	70 818	150 041
10	-	Charges de personnel	490 519	542 031
V	=	EXEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	2 010 012	1 632 791
	=	OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	-	-
11	+	Autres produits d'exploitation	3 731	-
12	-	Autres charges d'exploitation	312 159	-
13	+	Reprises d'exploitation ; transferts de charges	442 078	102 828
14	-	Dotations d'exploitation	1 183 803	1 223 782
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	959 859	511 837
VII	+/-	RESULTAT FINANCIER	-242 627	-263 374
VIII	=	RESULTAT COURANT	717 232	248 463
IX	+/-	RESULTAT NON COURANT	-849 883	-441 820
15	-	Impôt sur les résultats	27 343	25 953
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	-159 994	-219 310
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				
1		Résultat net de l'exercice		
		Bénéfice +		
		Perte -	-159 994	-219 310
2	+	Dotations d'exploitation (1)	1 105 703	1 159 227
3	+	Dotations financières (1)	1 662	30 690
4	+	Dotations non courantes (1)	536 394	440 449
5	-	Reprises d'exploitation (2)	-	881
6	-	Reprises financières (2)	-	-
7	-	Reprises non courantes (2) (3)	119 459	2 317
8	+	Produits des cessions d'immobilisations	804	252
9	+	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	84 784	171
I	=	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	1 448 286	1 407 776
10	-	Distribution de bénéfices	-	198 165
II	=	AUTOFINANCEMENT	1 448 286	1 209 610

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie.

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissements.

TABLEAU DE FINANCEMENT 2014 (En milliers MAD)

I - Synthèse des masses du bilan				
Masses	31.12.2014	31.12.2013	Variation (2014- 2013)	
	Exercice 2014	Exercice 2013	Emplois	Ressources
Financement Permanent	7 415 133	6 841 218		573 914
Actif Immobilisé	8 464 713	9 048 976		584 263
Fonds de Roulement Fonctionnel (A)	-1 049 581	-2 207 758		1 158 177
Actif Circulant	1 715 157	1 321 046	394 111	
Passif Circulant	2 806 344	3 276 123	469 779	
Besoin de financement Global (B)	-1 091 187	-1 955 077	863 890	
Trésorerie Nette = A-B	41 606	-252 681	294 287	
II - Emplois & Ressources				
	31.12.2014		31.12.2013	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. Ressources stables de l'Exercice				
Autofinancement (A)		1 448 286		1 209 612
Capacité d'Autofinancement		1 448 286		1 407 777
Distributions de bénéfices				198 165
Cessions et réductions d'immobilisations (B)		8 826		6 445
Cession d'immobilisations incorporelles				
Cession d'immobilisations corporelles		804		252
Cession d'immobilisations financières				
Récupération sur créances immobilisées		8 022		6 193
Augmentation des Capitaux propres et Assimilés (C)				
Augmentations de capital, apports				
Subventions d'investissement				
Augmentations des dettes de financement (D)		1 400 000		
(Nette de primes de remboursement)				
TOTAL I Ressources stables (A+B+C+D)		2 857 113		1 216 057
II. Emplois Stables de l'Exercice				
Acquisitions et augmentations d'immobilisations (E)	1 149 935		950 277	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	169 397		137 029	
Acquisition d'immobilisations corporelles	972 791		804 931	
Acquisition d'immobilisations financières				
Augmentation des créances immobilisées	7 747		8 317	
Remboursement des Capitaux propres (F)				
Remboursement des dettes de financements (G)	549 000		528 000	
Emplois en non-valeurs (H)				
TOTAL II Emplois Stables (E+F+G+H)	1 698 935		1 478 277	
III - Variation du besoin de financement Global (BFG)	863 890			80 985
IV - Variation de La Trésorerie	294 287			181 235
TOTAL GENERAL	2 857 113	2 857 113	1 478 277	1 478 277

ETAT DE DEROGATIONS

Exercice clos le 31 décembre 2014		
INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles de présentation et d'établissement des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice clos le 31 décembre 2014		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	En ligne avec les meilleures méthodes comptables, Médi Telecom a procédé en 2014 à la revue de la méthode de provision des points de fidélisation et du traitement comptable du coût d'acquisition des clients. Ce changement de méthode est motivé à la fois par des aspects économiques et juridiques. D'un point de vue économique, le décalage entre la valeur des points attribués et le coût de fidélisation réel rend inefficace la constitution de provisions selon l'ancienne méthode. D'un point de vue juridique, l'acte de fidélisation s'apparente davantage à une acquisition dans la mesure où il s'accompagne systématiquement du réengagement du client.	La revue de méthode de traitement comptable consiste en l'application de ce qui suit : * Enregistrer le coût des terminaux en totalité lors de l'acquisition d'un nouveau client au lieu de son étalement sur la durée du contrat; d'où un impact négatif sur le résultat au 31/12/2014 de 55 MMAD; * Enregistrer le coût des points au moment de la réalisation de l'acte de fidélisation au lieu de constater une provision pour risque et charge au fur et à mesure de l'attribution des points; * D'où un impact positif sur le résultat au 31/12/2014 de 49 MMAD. L'impact net sur le résultat au 31/12/2014 est une charge de 6 MMAD.
II. Changements affectant les règles de présentation		NEANT

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL (En milliers MAD)

Exercice clos le 31 décembre 2014			
ENGAGEMENTS DONNES	Montant de l'exercice	Montant de l'exercice précédent	
Avals et cautions	64 988		45 476
Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			
Autres engagements donnés			1 159
TOTAL (1)	64 988	64 988	46 636
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées			
ENGAGEMENTS RECUS	Montant de l'exercice	Montant de l'exercice précédent	
Avals et cautions			
Cautions «Médiboutique et distributeurs»	25 000		26 500
Cautions «fournisseurs»	6 276		36 431
Cautions «clients entreprises»	1 500		1 500
Autres engagements reçus			
TOTAL	32 776	32 776	64 431

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES (En milliers MAD)

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION				DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		ACQUISITIONS	Production par l'E/se pour elle-même	VIREMENT	CESSION	RETRAIT	VIREMENT		
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS									
• Frais préliminaires	1 126 777			5 420		922 721			209 476
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	292 266					292 266			
• Primes de remboursement des obligations	834 510			5 420		630 454			209 476
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
• Immobilisation en recherche et développement	11 108 119	169 397		245 060		13 189	221 444		11 287 943
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	10 116 469	10 522		85 525		9 660			10 202 857
• Fonds commercial									
• Autres immobilisations incorporelles et en cours	991 650	158 875		159 534		3 529	221 444		1 085 086
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
• Terrains	12 995 868	978 192		881 635	287 005	101 284	910 671		13 556 735
• Constructions	7 733								7 733
• Installations techniques, matériel et outillage	52 535								52 535
• Matériel de transport	11 584 855	2 899		836 670	282 390	92 989			12 049 045
• Mobilier, matériel de bureau et aménagement divers	6 046					26			6 021
• Autres immobilisations corporelles	746 228			36 574	4 589	2 625			775 588
• Immobilisations corporelles en cours	289 045	261		8 391					297 698
	309 425	975 032				5 670	910 671		368 117
	25 230 764	1 147 589		1 132 115	287 005	1 037 194	1 132 115		25 054 154

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (En milliers MAD)

NATURE	Cumul début exercice 1	Dotations de l'exercice 2	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin d'exercice 4=1+2-3	
				1	2
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS					
• Frais préliminaires	1 099 943	13 868	922 720		191 090
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	292 266	-			-
• Primes de remboursement des obligations	807 676	13 868	630 454		191 090
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
• Immobilisation en recherche et développement	6 087 964	383 653	12 662		6 458 954
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	5 525 144	311 048	9 660		5 826 532
• Fonds commercial	-	-	-		-
• Autres immobilisations incorporelles	562 820	72 604	3 002		632 422
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
• Terrains	9 041 818	1 242 209	297 832		9 986 195
• Constructions	17 835	2 444	-		20 279
• Installations techniques, matériel et outillage	8 274 911	1 166 627	290 595		9 150 943
• Matériel de transport	6 008	-	26		5 981
• Mobilier, matériel de bureau et aménagement divers	487 127	56 827	7 212		536 742
• Autres immobilisations corporelles	255 937	16 302	-		272 239
	16 229 725	1 639 729	1 233 215		16 636 239

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION (En milliers MAD)

Raison sociale de la Société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
MEDI TELECOM DISTRIBUTION	Distribution	6 000	100%	50 000	17 648	31/12/2014	17 648	-863	
		6 000		50 000	17 648		17 648	-863	

Comptes Sociaux Médi Telecom au 31/12/14

méditel

TABLEAU DES PROVISIONS (En milliers MAD)

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS				REPRISES			Montant fin d'exercice
		d'Exploitation	Financières	Non courantes	d'Exploitation	Financières	Non courantes		
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	30 690		1 662					32 352	
2. Provisions réglementées									
3. Provisions durables pour risques et charges	123 112	249		2 119			119 459	6 021	
SOUS TOTAL (A)	153 802	249	1 662	2 119			119 459	38 373	
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	751 012	105 219		395 351			460 879		
5. Autres provisions pour risques et charges	127 966	32 534	4 895	159 570	93 753	1 876	25 530	203 804	
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie									
SOUS TOTAL (B)	878 978	137 752	4 895	159 570	489 105	1 876	25 530	664 683	
TOTAL (A+B)	1 032 779	138 001	6 557	161 688	489 105	1 876	144 989	703 056	

TABLEAU DES CREANCES (En milliers MAD)

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			Echues & non recouvrées	Montants en devises	AUTRES ANALYSES		
		Plus d'un an	Moins d'un an	Montants sur l'Etat & Organismes publics			Montants sur les Entreprises liées	Montants représentés par effets	
DE L'ACTIF IMMOBILISE	29 150	27 947	1 203						
Prêts immobilisés	12 357	11 154	1 203						
Autres créances financières	16 793	16 793	-						
DE L'ACTIF CIRCULANT	1 547 951		919 140	628 811		254 191	-18 372	51 847	
Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	78 165		78 165	-			3 580	13 508	
Clients et comptes rattachés	1 188 723		559 912	628 811				51 847	
Personnel	4 157		4 157						
Etat	250 611		250 611				250 611		
Comptes d'associés	-		-						
Autres débiteurs	674		674						
Comptes de régularisation - Actif	25 621		25 621						

TABLEAU DES DETTES (En milliers MAD)

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			Echues & non payées	Montants en devises	AUTRES ANALYSES		
		Plus d'un an	Moins d'un an	Montants vis-à-vis de l'Etat & Organismes publics			Montants vis-à-vis des Entreprises liées	Montants représentés par effets	
DE FINANCEMENT	4 959 000	4 242 000	717 000						
Emprunts obligataires	2 500 000	2 500 000	-						
Autres dettes de financement	2 459 000	1 742 000	717 000						
DU PASSIF CIRCULANT	2 596 421		2 371 403	225 018		404 578	166 093	125 285	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 733 657		1 508 638	225 018		EUR : 50 064 USD : 8 720	80 685	75 157	
Clients Crédoiteurs, avances & acomptes	130 499		130 499					50 198	
Personnel	49 374		49 374						
Organismes sociaux	23 275		23 275				23 275		
Etat	300 619		300 619				300 619		
Comptes d'associés	40 738		40 738					40 738	
Autres créanciers	-		-						
Comptes de régularisation - Passif	318 260		318 260						

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES (En milliers MAD)

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	objet	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
. Sûretés données					
BMCE, SGMB, BCP, AWB, CDM, CIH	600 000	Nantissement	15/06/2010	Fonds de commerce	
. Sûretés reçues					
MOBILE PHONE	25 800	Hypothèque		Hypothèque	
MOBILE COM	6 000	Hypothèque			



Deloitte.

MEDIATELECOM S.A. RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS DE SYNTHESE AU 31 DECEMBRE 2014

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Mediatelecom S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MMAD 2.450 compte tenu d'une perte nette de MMAD 160.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Mediatelecom au 31 décembre 2014, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que :

- Comme mentionné dans l'état B15 ci-joint de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC), la société Mediatelecom a fait l'objet courant l'exercice 2011 d'un contrôle fiscal portant sur la taxe sur la valeur ajoutée pour les exercices 2003 à 2009, l'impôt sur les sociétés pour les exercices 2003, 2007, 2008 et 2009 ainsi que l'impôt sur le revenu pour les exercices 2007 à 2009. Un protocole d'accord a été signé avec la Direction Générale des Impôts en décembre 2014 pour le dénouement définitif de ce dossier.

- Comme mentionné dans l'état A3 ci-joint de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC), la société Mediatelecom a procédé à un changement de méthode de traitement des coûts d'acquisition des clients et de la provision des points de fidélisation.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 06 Avril 2015

ERNST & YOUNG et Associés

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
et Associés
27, rue Abdoulaye Ben Kaddour
20 000 Casablanca
Maroc
Tél : (021) 33 33 33 - Fax : (021) 21 20 02 15

Bachir TAZI
Associé Gérant

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca
Maroc
Tél : (05) 22 23 48 81
Fax : (05) 22 20 78

Ahmed BENABDELKHALEK
Associé

B15 : contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur la taxe sur la valeur ajoutée sur la période 2003 à 2009, l'impôt sur les sociétés relatif aux exercices 2003, 2007, 2008 et 2009 ainsi que l'impôt sur le revenu de 2007 à 2009. En décembre 2014, la société Mediatelecom a conclu avec la Direction Générale des Impôts un accord à l'amiable, marquant ainsi la clôture de la procédure de vérification fiscale. A cet égard, Mediatelecom a procédé au paiement intégral des éléments de l'accord.

A3 : changement de méthode comptable

En ligne avec les meilleures méthodes comptables, Medi Telecom a procédé en 2014 à la revue de la méthode de provision des points de fidélisation et du traitement comptable du coût d'acquisition des clients.

Ce changement de méthode est motivé à la fois par des aspects économiques et juridiques. D'un point de vue économique, le décalage entre la valeur des points attribués et le coût de fidélisation réel rend inefficace la constitution de provisions selon l'ancienne méthode. D'un point de vue juridique, l'acte de fidélisation s'apparente davantage à une acquisition dans la mesure où il s'accompagne systématiquement du réengagement du client.

La revue de méthode de traitement comptable consiste en l'application de ce qui suit :

- Enregistrer le coût des terminaux en totalité lors de l'acquisition d'un nouveau client au lieu de son étalement sur la durée du contrat ; d'où un impact négatif sur le résultat au 31/12/2014 de 55 MMAD ;
- Enregistrer le coût des points au moment de la réalisation de l'acte de fidélisation au lieu de constater une provision pour risque et charge au fur et à mesure de l'attribution des points ; d'où un impact positif sur le résultat au 31/12/2014 de 49 MMAD.

L'impact net sur le résultat au 31/12/2014 est une charge de 6 MMAD.